

CIBOX

YOUR MOBILITY PARTNER

INNOVATION QUALITY SERVICE



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2020

AUTHENTIFIÉ PAR



SECURITY MASTER Footprint
www.security-master-footprint.com

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	2
ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER	3
RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ	4
BILAN ACTIF	12
BILAN PASSIF	13
COMPTE DE RESULTAT	14
TABLEAU DE FINANCEMENT	15
ANNEXE DES COMPTES SEMESTRIELS	16
ATTESTATION D'EXAMEN LIMITÉ	22

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER

« J'atteste qu'à ma connaissance les comptes présentés dans le rapport financier semestriel sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et que le rapport semestriel d'activités présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes semestriels, des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice et des principales transactions entre les parties liées. »

Fait à Alfortville, le 24 septembre 2020
Ming Lun Sung
Président du Conseil d'Administration

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

1. FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE ECOULEE

Le premier semestre 2020 a été pour Cibox marqué par un développement important de l'activité de mobilité. En complément d'une accélération des ventes de trottinettes électriques en France, qui permet à l'entreprise de compter désormais parmi les leaders du marché, CIBOX a signé et livré ses premiers contrats en Russie et en Italie.

2. COMMENTAIRES SUR L'ACTIVITE DE LA SOCIETE AU COURS DU SEMESTRE ECOULE

Au premier semestre 2020, le chiffre d'affaires s'est élevé à 7 245 milliers d'euros, à comparer à un chiffre d'affaires de 3 280 milliers d'euros sur la même période en 2019, soit une augmentation de 3 965 milliers d'euros, une progression de 122% par rapport au premier semestre 2019. L'activité de mobilité électrique a représenté plus de 80% du chiffre d'affaires du premier semestre 2020.

La progression des ventes s'est faite dans un contexte de marché dynamique, les solutions de mobilité douce, en particulier les vélos et trottinettes électriques, connaissent un fort attrait pour les déplacements personnels. Ainsi, en 2019, en France, le marché de la micro-mobilité urbaine a connu une progression de 25% à 287 millions d'euros¹. Quant aux trottinettes électriques, les ventes ont progressé en 2019 de 105% en volume.

3. COVID-19

L'une des priorités de Cibox au démarrage de la crise sanitaire COVID-19 fut de mettre en place un plan d'action permettant la poursuite des activités, tout en prenant les mesures nécessaires pour protéger la santé de ses collaborateurs et de leurs proches. Pendant la période de confinement du premier semestre 2020, Cibox a poursuivi les livraisons à ses clients, livraisons parfois décalées, compte-tenu d'entrepôts en activité réduite ou bien réorientés autour des biens de première nécessité.

Bien que la quasi-totalité des produits vendus soit fabriquée en Asie, une grande partie des produits livrés au 1^{er} semestre 2020 a été produite et expédiée avant la période d'expansion du coronavirus. Par ailleurs, les partenaires industriels de Cibox ont retrouvé, à la date du présent Rapport Financier Semestriel, une capacité de production proche d'un niveau normal.

Sur le plan commercial, le carnet de commandes n'a pas subi d'annulations significatives ni au cours du premier semestre 2020 ni postérieurement à la date du présent Rapport Financier Semestriel.

En conséquence de la crise sanitaire, la commercialisation de l'offre me² prévue avant l'été 2020, a été provisoirement suspendue et reportée à une date plus favorable. Cet axe de développement demeure une priorité stratégique pour Cibox qui reste persuadée de la pertinence de cette offre, notamment dans un nouveau contexte où les déplacements individuels en mobilité douce sont en forte progression.

D'un point de vue financier, Cibox a souscrit un prêt garanti par l'État à hauteur de 1 700 milliers d'euros en avril 2020. Cibox a également eu recours à des mesures limitées d'activité partielle au premier semestre 2020. Au 30 juin 2020, la trésorerie s'élevait à 4 542 milliers d'euros.

¹ Baromètre 2019 Fédération FP2M / Smart Mobility Lab du 29 avril 2020 pour toutes les données marché de ce paragraphe.

4. EVOLUTION DES AFFAIRES, DES RÉSULTATS ET DE L'ENDETTEMENT

Pour le 1^{er} semestre 2020 :

- Le chiffre d'affaires s'élève à 7 245 milliers d'euros contre 3 280 milliers d'euros au titre de l'exercice précédent.
- La marge brute s'élève à 1 519 milliers d'euros au 30 juin 2020 vs 670 milliers d'euros l'année précédente, et ressort en hausse de 849 milliers d'euros. Le taux de marge brute s'est élevé à 21% sur le premier semestre 2020 contre 20,4% au premier semestre 2019.
- Le résultat d'exploitation est un profit de 377 milliers d'euros (vs une perte de 245 milliers d'euros sur le premier semestre 2019).
- Le résultat financier est une perte de 326 milliers d'euros et comprend essentiellement une provision pour dépréciation sur les titres détenus dans la société CXM.
- Le résultat exceptionnel s'élève à 424 milliers d'euros contre -18 milliers d'euros au premier semestre 2019 suite à un abandon de créances.

Cibox présente une structure financière saine, marquée, au 30 juin 2020, par des fonds propres de 5 154 milliers d'euros, une trésorerie de 4 542 milliers d'euros et une dette financière de 2 422 milliers d'euros, correspondant à l'utilisation du contrat d'affacturage, ainsi qu'à un Prêt Garanti par l'État de 1 700 milliers d'euros.

5. EVENEMENTS POS-CLOTURE ET PERSPECTIVES

PERSPECTIVES DE L'ACTIVITE

Le contexte de crise sanitaire COVID-19 a fait évoluer de façon structurelle certaines habitudes professionnelles, avec notamment le télétravail qui s'installe durablement dans les entreprises. Une autre tendance structurelle est la baisse de la fréquentation des transports en commun depuis la sortie du confinement, certains usagers privilégiant désormais l'usage d'engins personnels, vélos, vélos électriques ou trottinettes électriques. Cette évolution est en grande partie durable, en témoignent les importants travaux d'aménagement de pistes cyclables réalisés par de nombreuses communautés urbaines en Europe et dans le monde.

C'est dans ce contexte de marché porteur que Cibox poursuit son développement et les investissements tout en demeurant vigilante quant aux effets de la crise sanitaire en cours, par nature incertains :

A court terme : l'objectif principal est le renfort de la marque *yeeep.me* tant au niveau produit, communication et réseau de points de vente et service :

- Ouverture début septembre 2020 d'un premier showroom *yeeep.me* (Paris République) ;
- Objectif d'ici fin 2020 de doublement du référencement de revendeurs spécialistes de la mobilité avec une participation au salon des Prodays (Paris Expo) en septembre et le démarrage d'un référencement auprès des deux plus grandes enseignes multi-spécialistes ;
- Poursuite du développement à l'international. Après le démarrage en Russie et Italie au premier semestre 2020, l'entreprise envisage des débouchés commerciaux dans de nouveaux pays (sont ciblés notamment l'Espagne, la Belgique et Taiwan) ;
- Lancement entre la rentrée 2020 et le début 2021 de plusieurs nouveautés produits : des vélos électriques urbains ainsi que cinq nouvelles trottinettes complétant ainsi la gamme de trottinettes avec des références allant de 399 € à 1299 € (prix public TTC), et notamment une trottinette dotée d'un équipement ultra-complet et disposant d'une autonomie de 30 km, qui est déjà commercialisée à moins de 400 € TTC en prix public. *yeeep.me* étend également sa gamme d'accessoires avec de nouveaux casques équipés de lumière et de visière pour les déplacements urbains en trottinette et vélo ;
- Arrivage et livraison des premières trottinettes destinées à la location aux entreprises avec le service *me2*.

A moyen terme, Cibox travaille sur la conception de nouveaux formats de produits de mobilité électrique ainsi qu'à une extension de services BtoB / BtoC.

Afin d'accompagner son développement, Cibox a renforcé ses équipes de développement produit et de développement commercial.

A la date du présent Rapport Financier Semestriel, Cibox est en mesure de confirmer l'objectif de doublement du chiffre d'affaires de l'activité mobilité en 2020.

CXM

Le 24 juillet 2020, Cibox a signé un protocole tripartite avec la société CXM et un autre fournisseur, accord qui a soldé diverses dettes et créances commerciales entre les trois entités. En exécution de ce protocole d'accord, Cibox a reçu en juillet 2020 de CXM 1 720 254 titres Cibox. A l'issue de cette opération, Cibox détient 6,42% de son capital (vs 4,90% au 30 juin 2020).

Cibox rappelle que l'accord initialement conclu avec CXM comportait notamment un volet de partenariat industriel en matière de co-développement produit. Le savoir-faire de la société CXM portant principalement sur des produits de loisirs (hoverboards notamment) et n'ayant pas assez évolué vers les produits de mobilité (trottinettes), Cibox a engagé la diversification de son panel de partenaires afin de construire sa roadmap produit en ligne avec ses ambitions et sa vision de la mobilité urbaine et ainsi pouvoir répondre à la demande, tout en préservant son autonomie vis-à-vis d'un partenaire dont le savoir-faire n'a pas suivi le changement du marché et dont l'activité a fortement diminué.

Compte tenu de la situation de CXM, et notamment de son positionnement loisir, marché incertain et par ailleurs non stratégique pour Cibox, une provision pour dépréciation intégrale de la participation dans CXM a été comptabilisée au 30 juin 2020, par mesure de prudence dans le contexte rappelé.

6. INVESTISSEMENTS ET ACTIVITÉS EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

La Société a engagé au cours du 1^{er} semestre écoulé des frais de recherche et de développement pour 24 milliers d'euros correspondant à sa volonté d'augmenter sa gamme de nouveaux produits de mobilité toujours plus performants.

7. RÉMUNÉRATION DES MANDATAIRES SOCIAUX

Les mandataires sociaux ont perçu une rémunération de 30 milliers d'euros au cours du 1^{er} semestre 2020.

8. FACTEURS DE RISQUE

La Société a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière ou ses résultats, tenant compte du contexte de crise sanitaire actuel.

Risques spécifiques relatifs au secteur d'activité de la Société

Risques liés à la concurrence

La Société intervient sur un marché très concurrentiel. Malgré le caractère innovant de ses produits, en particulier sur la catégorie de la mobilité électrique, et la connaissance approfondie de ses clients, la Société pourrait être confrontée à des concurrents disposant de moyens financiers très significatifs et donc susceptibles de pénaliser fortement son chiffre d'affaires et ses résultats.

Risques liés à la baisse des prix des produits commercialisés

La Société distribue certains produits dont les prix subissent une déflation permanente (notamment sur son activité de stockage informatique). De ce fait, elle est parfois contrainte de stopper la commercialisation de certains produits ou de certaines gammes de produits, ou bien de consentir des

rabais commerciaux afin d'écouler certaines références, ce qui est susceptible d'avoir des conséquences négatives sur la situation financière de la Société.

Risques liés à l'environnement économique et géopolitique des zones d'approvisionnement

La Société achète l'essentiel de ses produits dans les pays émergents et notamment en République Populaire de Chine. Les éléments suivants dans les zones d'approvisionnement pourraient avoir un élément défavorable sur la situation financière de la Société : hausse des coûts notamment salariaux, évolutions géopolitiques majeures, accroissement des droits de douane, autres mesures protectionnistes etc. En outre, compte tenu de la situation sanitaire actuelle et de l'épidémie de Coronavirus qui sévit, la Société peut être touchée par des fermetures d'usines de ses fournisseurs, à une restriction des moyens de transport des marchandises ainsi qu'à une fermeture des frontières, ce qui impacterait directement son activité et sa situation financière.

Risques liés à l'exploitation de la Société

Risques liés aux produits commercialisés

La Société est présente sur un marché en constante évolution et elle doit par conséquent être capable d'offrir à ses clients les produits demandés par les consommateurs. Si à un moment donné, la Société se trouvait dans l'impossibilité de fournir à ses clients des produits répondant à leurs attentes, une telle situation aurait un fort impact défavorable significatif sur la situation financière de la Société.

En particulier, la mobilité électrique constitue un marché encore émergent où les besoins des consommateurs vont évoluer, et où certains produits pourraient souffrir à l'avenir d'un effet de mode. Sur ce même marché, les enseignes de distribution, clients de la Société se montrent prudentes sur leur niveau de stock, faisant reposer sur la Société un risque stock plus important que dans ses autres catégories. Si la Société n'arrivait pas à correctement anticiper les tendances du marché, sa situation financière pourrait être impactée par une baisse de son niveau d'activité, et un risque d'obsolescence d'une partie de ses stocks.

Par ailleurs, la situation financière de la Société pourrait également être impactée si les produits qu'elle commercialise étaient confrontés à des problèmes de qualité significatifs. Bien que la Société se montre précautionneuse sur la qualité de ses produits et composants et sur les processus de fabrication de ses fournisseurs, les produits de mobilité contiennent notamment des batteries en lithium pouvant présenter des risques de dysfonctionnement voire d'inflammation. En plus de l'impact négatif sur la réputation commerciale de la Société, de tels problèmes pourraient entraîner des coûts importants liés notamment à la mise en œuvre de la garantie des produits, au rappel des produits, aux coûts logistiques et aux remplacements des produits, certains de ces coûts étant pris en charge par les programmes d'assurance de la Société.

Risques clients

La Société est exposée à différents risques :

- Risque d'impayés et encours clients : comme toute société ayant une activité de nature commerciale, la Société est exposée à des risques d'impayés de ses clients. Néanmoins, compte tenu de la qualité de ses clients qui sont essentiellement de grands acteurs de la grande distribution et de la distribution spécialisée, ce risque est limité. Le montant des créances client échues et non recouvrées s'est élevé à 913 milliers d'euros au 30 juin 2020 (dont 600 milliers d'euros ont été recouverts à la date du présent Rapport Financier Semestriel).
- Risque de dépendance : la Société commercialise essentiellement ses produits auprès de grandes surfaces généralistes et de grandes surfaces spécialisées. Au cours du premier semestre 2020, les trois principaux clients de la Société ont représenté 72 % du chiffre d'affaires. La Société poursuit la diversification de son portefeuille clients afin de limiter au maximum son risque de dépendance.

Risque de dépendance envers ses fournisseurs

La Société a développé des relations de proximité avec des fournisseurs clés, dans le domaine de la mobilité urbaine et du stockage numérique. Dans l'hypothèse où les relations créées avec certains fournisseurs clés viendraient à se détériorer, cela pourrait avoir un impact négatif sur la situation financière de la Société, via une augmentation du coût d'approvisionnement de certains produits ou bien résulter en une rupture d'approvisionnement. Afin de limiter ce risque, la Société est active dans la recherche de nouveaux fournisseurs, notamment dans l'activité de mobilité électrique.

Risques liés aux stocks

Les produits en stocks représentent une valeur nette de 721 milliers d'euros au 30 juin 2020. Ce stock est composé à la fois de produits finis et de composants, les composants étant utilisés (i) pour l'activité d'assemblage de disques durs effectuée en interne et (ii) dans le cadre d'une activité de service après-vente pour l'ensemble des gammes de produit. Ces stocks sont entreposés dans deux entrepôts. La destruction ou le vol de ces stocks pourrait avoir un impact négatif sur la situation financière de la Société.

Néanmoins, la Société a souscrit une police d'assurance afin de couvrir le risque portant sur les stocks. Dans la mesure du possible, la Société livre directement ses clients afin de minimiser le portage des stocks.

Risques liés au transport

La Société prend en charge le transport des produits des lieux de fabrication (Chine continentale principalement) vers la France (jusqu'au client final de la Société). Pour cela, la Société recourt à différents transporteurs et à différents moyens de transport (maritime et aérien). Tout problème lié au transport des produits (vol, retard, détérioration...) est susceptible d'avoir un impact négatif sur la situation financière de la Société.

La Société a souscrit une police d'assurance afin de couvrir les risques principaux portant sur le transport des produits.

Risques liés aux systèmes d'information

La Société utilise un certain nombre d'outils informatiques dans le cadre de sa gestion courante notamment. Si ceux-ci devaient être détruits ou endommagés, l'activité de la Société serait perturbée significativement et cela pourrait avoir des conséquences sur la situation financière de la Société.

Risques liés à l'accès aux financements

A l'exception d'un contrat de financement de créances commerciales et de lignes de crédit documentaire import, et d'un Prêt Garanti par l'État, la Société ne dispose, à la date d'établissement du présent Rapport Financier Semestriel, d'aucun endettement moyen et long terme auprès d'établissements financiers. Il n'est pas exclu que la Société, en fonction de son développement, ait recours à des financements complémentaires pour accompagner le développement de son activité notamment sur le marché de la mobilité électrique. Si la Société ne parvenait pas à obtenir ces financements bancaires cela pourrait avoir un impact significatif sur sa situation financière.

Risques liés à la dépendance à l'égard de dirigeants et des collaborateurs-clés

La Société bénéficie notamment des connaissances du marché chinois de son Président-Directeur Général qui dispose d'une maîtrise de la langue, d'une connaissance de la culture chinoise et d'une forte culture industrielle indispensables pour mettre en place des relations durables avec certains fournisseurs. Un départ non préparé pourrait pénaliser l'activité de la Société et donc sa situation financière. Cependant, l'arrivée en 2017 d'un directeur général adjoint disposant d'un large périmètre

d'intervention et disposant d'une expérience professionnelle de 20 ans avec l'Asie accumulée au cours de différents postes de direction dans des groupes de distribution, permet de contenir ce risque.

Risques financiers et de marché

Risques de change

Au premier semestre 2020, la Société a réalisé 76% de ses achats et a facturé 12% de son chiffre d'affaires en dollar américain. Le reste des ventes est effectué en euros. La société a réalisé 7% de ses achats en yuan, le reste en euros (17%).

La Société est donc exposée à la variation du cours du dollar américain et du yuan par rapport à l'euro.

Afin de réduire l'impact de cette variation de cours sur le résultat, en plus des efforts de développer des ventes facturées dans cette devise chaque fois que cela est possible, la Société s'efforce de réduire au maximum le décalage entre la remise d'un prix ferme en euros aux clients et le paiement de ses fournisseurs. Elle procède par ailleurs au cas par cas à des couvertures de change sur les opérations significatives, en s'appuyant sur des produits bancaires de contrats de change à terme.

Sur la base des achats et des ventes en dollar américain du premier semestre 2020 et correspondant à la conversion au taux moyen de la période des transactions en dollar américain, une évolution du cours de 10% par rapport à ce taux moyen et sans tenir compte des couvertures de change, aurait un impact comme suit sur le résultat de la Société :

Au cours du premier semestre 2020 (en K€)	Appréciation de 10% du dollar US par rapport à l'euro	Appréciation de 10% de l'euro par rapport au dollar US
Sur les cycles de transactions	(394)	394

Au cours du premier semestre 2019 (en K€)	Appréciation de 10% du dollar US par rapport à l'euro	Appréciation de 10% de l'euro par rapport au dollar US
Sur les cycles de transactions	(3)	3

Le tableau ci-dessous montre la sensibilité à une appréciation de 10% du dollar américain par rapport à l'euro ou à une appréciation de 10% de l'euro contre le dollar américain sur les montants des créances clients, dettes fournisseurs et la trésorerie tenue en cette devise :

Au 30 juin 2020 (en K€)	Appréciation de 10% du dollar US par rapport à l'euro	Appréciation de 10% de l'euro par rapport au dollar US
Créances clients libellées en USD	129	(129)
Dettes fournisseurs libellées en USD	(53)	53
Disponibilités en USD	19	(19)

Sur la base des achats en yuan du premier semestre 2020 et correspondant à la conversion au taux moyen de la période des transactions en yuan, une évolution du cours du yuan de 10% par rapport à ce taux moyen, et pendant chaque décalage des échéances clients et des fournisseurs, aurait un impact comme suit sur le résultat de la Société.

Au cours du premier semestre 2020 (en K€)	Appréciation de 10% du yuan par rapport à l'euro	Appréciation de 10% de l'euro par rapport au yuan
Sur les cycles de transactions	(43)	43

Le tableau ci-dessous montre la sensibilité à une appréciation de 10% du yuan par rapport à l'euro ou à une appréciation de 10% de l'euro contre le yuan sur les montants des dettes fournisseurs et la trésorerie tenue en cette devise :

Au cours du premier semestre 2020 (en K€)	Appréciation de 10% du yuan par rapport à l'euro	Appréciation de 10% de l'euro par rapport au yuan
Dettes fournisseurs libellées en CNY	(53)	53
Disponibilités en CNY	0	(0)

Risques sur les actions propres, participations et autres placements financiers

Au 30 juin 2020, la Société détient 5 521 948 actions auto-détenues.

Le cours de l'action de la Société est caractérisé par de fortes variations, à l'instar d'autres penny stocks. Au cours des trois dernières années, de 2017 à 2019, le plus bas cours de l'action de la Société a été de 0,08 euro et le plus haut, à 0,41 euro. L'ampleur de ces variations s'explique par le faible niveau du prix de l'action, les performances financières de la Société et du secteur, ainsi que la fluctuation générale des marchés financiers.

Au 30 juin 2020, la valeur des actions propres détenues s'élevait de 1 049 milliers d'euros (au cours de clôture du 30 juin 2020 de 0,19 euro), pour 5 521 948 actions à cette date. Une variation de 0,01 euro du cours de bourse aura un effet sur la valeur des actions propres détenues de 55 K€, à la hausse comme à la baisse. La plus-value ou moins-value réalisée sera enregistrée au moment de la cession des titres. La moins-value latente éventuelle faisant quant à elle l'objet d'une provision pour dépréciation.

La Société détient au 30 juin 2020, en outre, à titre de placement financier 344 007 actions de la société Diagnostic Medical Systems (DMS), admis aux négociations sur le marché réglementé (compartiment C) d'Euronext à Paris, dont le cours de bourse est susceptible de fluctuer. Une variation de 10% du cours de ces actions sur le marché par rapport à leur prix moyen d'acquisition d'origine aura un impact d'environ 91 K€, en plus-value comme en moins-value. La même méthode comptable de prudence en matière de provisions s'applique à ces actifs financiers à court terme.

Risques juridiques

Risques liés à la propriété intellectuelle

La Société est propriétaire de nombreuses marques pour la commercialisation de ses produits. La contrefaçon de ses marques par des tiers pourrait avoir un impact significatif sur la situation financière de la Société et pourrait contraindre la Société à avoir recours à des procédures judiciaires avec tous les frais et charges que cela peut entraîner dans un premier temps.

La Société a pris toutes les mesures « raisonnables » pour protéger ses droits de propriété intellectuelle et s'assurer qu'elle n'enfreint pas les droits de tiers.

Risques liés à la réglementation et à son évolution

La Société a identifié les principaux risques :

- Des risques liés à la non-conformité des produits commercialisés par la Société aux différentes normes : les produits commercialisés par la Société doivent être conformes aux normes de certification destinées à garantir la sécurité de l'utilisateur ainsi qu'aux normes réglementaires en vigueur des pays de commercialisation. Le non-renouvellement ou perte de conformité des produits actuellement commercialisés ainsi que la non-conformité des produits nouveaux est susceptible d'impacter négativement la situation financière de la Société ;
- Des risques liés à la non-conformité aux normes relatives à l'élimination des déchets : la Société se conforme actuellement aux directives européennes relatives aux déchets d'équipements électriques et électroniques ainsi qu'à la directive relative à la limitation des substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques. Un durcissement de ces

directives pourrait avoir un impact significatif sur la situation financière de la Société, en renchérissant notamment le coût de fabrication des produits. Le Centre Régional de Récupération est chargé de la gestion des déchets de la Société ;

- Des risques liés à l'évolution de la réglementation notamment sur les produits de mobilité électrique pour laquelle la législation en vigueur est en cours d'établissement. Bien que présente au sein de la commission AFNOR en charge de l'établissement de recommandations, l'évolution de la réglementation pourrait avoir un impact significatif sur la situation financière de la Société notamment par un renchérissement du coût de fabrication des produits, ou bien par la restriction portée à certains usages, restreignant ainsi le marché adressable.

En matière de provisionnement des risques juridiques, la Société n'a pas de procédures formalisées mais examine les sujets au cas par cas, le cas échéant en collaboration avec son commissaire aux comptes.

Risque lié à l'épidémie de Covid-19

Dans le contexte de crise sanitaire Covid-19, et conformément au strict respect des recommandations mondiales de l'OMS et des mesures gouvernementales visant à limiter la propagation du virus, CIBOX s'est organisé pour protéger la santé de ses collaborateurs, clients et partenaires mais aussi pour maintenir ses engagements et la poursuite de son activité dans les meilleures conditions possibles.

CIBOX évalue ces impacts et met à jour ses estimations régulièrement en fonction de l'évolution sanitaire, afin d'adapter au mieux et dans les meilleurs délais ses activités et la protection de ses salariés, en fonction de l'évolution de la pandémie.

Cependant CIBOX anticipe que le marché de la mobilité urbaine va être impacté par la crise sanitaire, à l'issue de laquelle l'usage des transports en commun sera d'un moindre niveau qu'avant crise, de façon temporaire ou pérenne. Dans ce contexte, la demande en produits de micro-mobilité pourrait s'en trouver accrue, bien que les incertitudes quant à l'évolution de la crise sanitaire et à ses conséquences économiques demeurent.

Alfortville, le 24 septembre 2020

Le Conseil d'Administration

BILAN ACTIF

En K€	30/06/2019	31/12/2019	30/06/2020
Autres immobilisations incorporelles	408	588	630
Amortissement	-278	- 280	-283
Total immobilisations incorporelles	130	308	347
Autres immobilisations corporelles	613	619	636
Amortissement	-534	-555	-581
Total immobilisations corporelles	79	64	55
Autres participations	317	317	317
Provision	0	0	-317
Autres immobilisations financières	162	140	140
Total immobilisations financières	479	457	140
Total actif immobilisé	688	829	542
Stocks	847	1 136	721
Avances et acomptes	0	1 112	1 544
Clients et comptes rattachés	1 355	1 425	2 053
Autres créances	282	272	272
Charges constatées d'avance	40	2	46
Disponibilités et valeurs mobilières de placement	2 356	1 925	4 542
Total actif circulant	4 880	5 872	9 178
Total actif	5 568	6 701	9 720

BILAN PASSIF

En K€	30/06/2019	31/12/2019	30/06/2020
Capital social	1 983	2 255	2 255
Prime d'émission	1 634	2 414	2 414
Réserves et report à nouveau	56	4	10
Résultat de l'exercice	-185	6	475
Total des capitaux propres	3 488	4 679	5 154
Provisions pour risque	0	0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	866	818	2 422
Fournisseurs et comptes rattachés	1 012	1 010	1 416
Dettes fiscales et sociales	202	194	314
Autres dettes	0	0	414
Total dettes et provisions	2 080	2 022	4 566
Produits constatés d'avance	0	0	0
Total passif	5 568	6 701	9 720

COMPTE DE RESULTAT

en K€	30/06/2019	31/12/2019	30/06/2020
Chiffre d'affaires	3 280	7 024	7 245
Autres produits et reprises de provision	0	41	1
Total des produits d'exploitation	3 280	7 065	7 246
Achats consommés	2 652	5 548	5 312
Variation de stocks	-42	-300	414
Marge brute	670	1 776	1 519
Taux de marge brute	20,4%	25,3%	21,0%
Autres achats et charges externes	494	861	662
Impôts et taxes	7	14	11
Salaires, traitements et charges sociales	385	772	394
Dotation aux amortissements et provisions	16	293	29
Autres charges	13	39	47
Total charges d'exploitation	3 525	7 227	6 869
Résultat d'exploitation	-245	-162	377
Produits financiers	215	273	3
Charges financières	-137	-80	-329
Résultat financier	78	193	-326
Produits exceptionnels	15	8	431
Charges exceptionnelles	-33	-33	7
Résultat exceptionnel	-18	-25	424
Participation des salariés aux fruits de l'expansion	0	0	0
Impôt sur les bénéfices	0	0	0
Résultat net	-185	6	475
Résultat net par action en euros	-0,002	0,000	0,004
Résultat net dilué par action en euros	0,002	0,000	0,004

TABLEAU DE FINANCEMENT

En K€	Du 01-01-2019 Au 30-06-2019	Du 01-01-2019 Au 31-12-2019	Du 01-01-2020 Au 30-06-2020
Flux de financement générés (utilisés) par l'exploitation :			
Résultat de l'exercice	-185	6	475
Dotation aux amortissements des immobilisations	3	26	28
Variation de stocks	-42	-300	414
Variation des clients et comptes rattachés	465	595	-628
Variation des autres créances (y compris variation avances et acomptes)	-277	-1 342	-476
Variation des fournisseurs et comptes rattachés	227	224	406
Variation des dettes fiscales et sociales	129	121	120
Variation des autres dettes	0	0	414
Dotation (reprise) de provision	12	-18	317
Total flux de financement utilisés par l'exploitation	332	-888	1 070
Flux de financement générés (utilisés) par les investissements :			
Acquisition d'immobilisations incorporelles	-123	-303	-41
Acquisition d'immobilisations corporelles	-74	-80	-17
Acquisition d'immobilisations financières	-13	-29	0
Cession d'immobilisations incorporelles	0	0	0
Cession d'immobilisations corporelles	0	0	0
Cession d'immobilisations financières	1	39	1
Total flux de financement utilisés par les investissements	-209	-373	-57
Flux de financement générés par les moyens de financement :			
Augmentation de capital	0	220	0
Augmentation de la prime d'émission	0	780	0
Variation des dettes financières	-50	-97	1 604
Total flux de financement générés par les moyens de financement	-50	903	1 604
Total flux de financement générés pendant la période	73	-358	2 617
Disponibilités au début de la période	2 283	2 283	1 925
Disponibilités à la fin de la période	2 356	1 925	4 542
	73	-358	2 617

ANNEXE DES COMPTES SEMESTRIELS

NOTE 1. ÉVÈNEMENTS SIGNIFICATIFS

Néant.

NOTE 2. ÉTABLISSEMENT DES COMPTES

Les comptes au 30 juin 2020 tels qu'ils sont présentés, sont les comptes sociaux de la société Cibox. La société n'a pas de filiales et ne présente donc pas de comptes consolidés.

NOTE 3. RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes semestriels ont été présentés conformément au plan comptable général et aux principes généralement admis en France, dans le respect des règles du principe de prudence et selon les hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Et conformément aux règles comptables applicables aux comptes sociaux à compter du 1er janvier 2005, portant sur la définition, l'évaluation, la comptabilisation, la dépréciation et l'amortissement des actifs.

3.1. Immobilisations incorporelles

La valeur brute des immobilisations incorporelles est exprimée au coût historique. Les immobilisations incorporelles sont amorties selon les règles fiscales en vigueur.

Lorsque la valeur nette comptable des immobilisations est supérieure à leur valeur actuelle, il est constaté une provision pour dépréciation de ces actifs.

3.2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires inclus).

Les règles comptables ont retenu la durée réelle d'utilisation des biens par l'entreprise, en lieu et place des durées d'usage retenues jusqu'alors.

Les durées d'amortissement retenues dans les comptes sociaux de la société correspondent aux durées d'utilisation des biens et, par conséquent, n'ont pas été modifiées.

Le mobilier est amorti sur 5 ans.

3.3. Immobilisations financières

Les immobilisations figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'acquisition des titres apparaît supérieure à la valeur du marché ou à la quote-part de l'actif net de la filiale à la date de la clôture des comptes, corrigée éventuellement des plus-values latentes.

3.4. Clients et autres créances

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est constatée lorsque cette valeur est supérieure à la valeur probable de réalisation.

3.5. Indemnités de départ en retraite

Les indemnités de départ en retraite de l'ensemble du personnel n'ont pas été comptabilisées compte tenu de leur caractère non significatif. Il n'existe pas d'autres avantages postérieurs à l'embauche.

3.6. Valeur mobilière de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

3.7. Conversion des comptes exprimés en devises

Les créances et les dettes libellées en devises étrangères sont converties au taux de change de clôture.

Les écarts de change constatés lors de cette conversion sont enregistrés en produits ou en charges financiers selon la nature de l'écart.

Les charges et produits constatés de l'exercice et libellés en devises étrangères sont convertis au taux de change effectif de l'exercice.

Pour rappel, depuis le 31-12-2017, le résultat de change est constaté en exploitation en plus ou en moins des achats consommés et non plus en résultat financier.

3.8. Stocks

La valorisation des stocks a été déterminée selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré. Ces éléments ont, le cas échéant, été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date de clôture de l'exercice.

Au 30 juin 2020, la valeur brute des stocks s'élève à 823 milliers d'euros, provisionnée à hauteur de 102 milliers d'euros, soit une valeur des stocks nette de 721 milliers d'euros.

NOTE 4. NOTES SUR LE BILAN

4.1. Immobilisations corporelles

La variation des immobilisations se décompose comme suit (en euros) :

Valeurs brutes

Immobilisations corporelles	31/12/2019	Augmentations	Diminutions	30/06/2020
Outillage industriel	567 157	17 196		584 354
Agencements	13 039			13 039
Matériel de transport	9 167			9 167
Matériel de bureau, informatique, et mobilier	29 460			29 460
Total	618 823	17 196		636 019

Amortissements

Immobilisations corporelles	31/12/2019	Augmentations	Diminutions	30/06/2020
Outillage industriel	506 637	24 621		531 258
Agencements	11 488	194		11 682
Matériel de transport	9 167			9 167
Matériel de bureau, informatique, et mobilier	28 186	652		28 838
Total	555 478	25 467		580 945

4.2. Immobilisations incorporelles

La valeur nette des immobilisations incorporelles est composée essentiellement de frais de recherche et développement des nouveaux produits de mobilité.

4.3. Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont essentiellement constituées de titres CXM pour 317 milliers d'euros qui ont été provisionnés à 100 % au 1^{er} semestre 2020.

Le solde du poste correspond à un prêt au personnel pour 28 milliers d'euros, un dépôt de garantie des locaux pour 27 milliers d'euros et un dépôt de garantie versé à Facto France pour 85 milliers d'euros dans le cadre de l'affacturage.

4.4. Autres créances

Les autres créances sont constituées des crédits d'impôt CICE 2014, 2015, 2016, 2017, 2018 pour 42 milliers d'euros et d'un montant de 230 milliers d'euros versé à titre conservatoire à l'Administration dans le cadre du contrôle fiscal. Cibox conteste toujours le bien-fondé de ce redressement et a saisi le tribunal administratif.

4.5. Disponibilités

Le poste peut se décomposer comme suit (en milliers d'euros) :

En K€	31-12-2019	30-06-2020
Titres nets Cibox	564	564
Titres nets DMS	426	429
Banques	935	3 549
Total	1 925	4 542

La société détient au 30 juin 2020 344 007 titres DMS pour une valeur brute de 911 milliers d'euros provisionnés pour un montant de 482 milliers d'euros. La valeur nette s'élève ainsi à 429 milliers d'euros.

4.6. Variation des capitaux propres

L'évolution des capitaux propres en euros se décompose comme suit :

	31-12-2018	Augmentation	Diminution	31-12-2019	Augmentation	Diminution	30-06-2020
Capital social	1 983 016	271 539		2 254 555			2 254 555
Primes d'émission	1 633 999	780 458		2 414 457			2 414 457
Réserve légale	24 191			24 191			24 191
Autres réserves	83 695		52 000	31 695			31 695
Report à nouveau	0	-52 173		-52 173	6 258		-45 915
Résultat de la période	-52 173	6 258	52 173	6 258	474 646	6 258	474 646
TOTAL	3 672 728	1 006 082	104 173	4 678 983	480 904	6 258	5 153 629

Le capital est composé de 112 727 740 actions de 0,02 euros en valeur nominale.

4.7. Provision

L'évolution des provisions en euros se décompose comme suit (en milliers d'euros) :

En K€	31-12-2019	Dotation	Utilisée	Non utilisée	30-06-2020
Provision sur stocks	102	0			102
TOTAL	102	0			102

4.8. Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits

La société a mis en place en 2017 un contrat d'affacturage. Le montant tiré au 30 juin 2020 s'élève à 722 milliers d'euros. Il s'agit d'une dette à moins d'un an.

La société a également obtenu un prêt garanti par l'Etat pour un montant de 1 700 milliers d'euros dans le cadre de la crise sanitaire du Covid-19.

4.9. Dettes fiscales et sociales

Les dettes fiscales et sociales comprennent des dettes fiscales de 110 milliers d'euros et des dettes sociales de 204 milliers d'euros.

4.10. Autres Dettes

Les autres dettes sont essentiellement composées d'un apport en compte-courant de l'un de ses associés d'un montant de 402 milliers d'euros rémunéré par un taux de 6% soit 12 milliers d'euros.

4.11. État des créances et dettes avec des sociétés liées

Au cours du 1^{er} semestre 2020, le groupe BTC Corp. Taïwan a abandonné sa créance ancienne détenue sur Cibox d'un montant de 428 milliers d'euros.

NOTE 5. NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

5.1. Chiffre d'affaires

La société Cibox a réalisé un chiffre d'affaires de 7 245 milliers d'euros, dont la partie à l'export s'élève à 1 411 milliers d'euros.

5.2. Transfert de charges

Il s'agit essentiellement de remboursement d'assurance pour 1 millier d'euros.

5.3. Résultat financier

Le résultat financier de -326 milliers d'euros est essentiellement constitué de la provision pour dépréciation de la totalité des titres CXM.

5.4. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel est constitué essentiellement de l'abandon de créance de BTC Corp Taïwan pour 428 milliers d'euros.

5.5. Résultat par action après dilution

Le résultat net consolidé par action est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période après déduction des actions conservées en autocontrôle.

Le résultat net consolidé par action après dilution est calculé sur le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant la période, augmenté du nombre d'actions qui résulterait de la levée de tous les instruments dilutifs et ce, en conformité avec l'avis n°27 de l'OEC.

Ainsi :

- résultat net moyen par action en euros : 0,004 €
- résultat net dilué par action en euros : 0,004 €

NOTE 6. TABLEAU DES FILIALES ET DES PARTICIPATIONS

Néant.

NOTE 7. SITUATIONS FISCALE LATENTE

Au 30 juin 2020, la société Cibox bénéficie d'un déficit reportable de 34.3 millions d'euros.

NOTE 8. EFFECTIF

L'effectif moyen au premier semestre 2020 s'est élevé à 15 personnes.

NOTE 9. ENGAGEMENTS HORS BILAN

Néant.

NOTE 10. RÉMUNÉRATION ET ENGAGEMENTS DE RETRAITES ALLOUÉS AUX DIRIGEANTS SOCIAUX

Les rémunérations perçues par les dirigeants sociaux au 1er semestre s'élèvent à 30 milliers d'euros.

NOTE 11. RISQUE PAYS

Néant.

NOTE 12. CRÉDIT-BAIL

Néant.

NOTE 13. IDENTITÉ DE LA SOCIÉTÉ CONSOLIDANTE

Néant.

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITÉ

En ma qualité de Commissaire aux Comptes de la société CIBOX INTER@CTIVE, j'ai effectué un examen limité de la situation intermédiaire arrêtée au 30 juin 2020, et couvrant la période du 1^{er} janvier 2020 au 30 juin 2020, telle qu'elle est jointe au présent rapport.

Cette situation intermédiaire a été établie sous la responsabilité du Président et des Dirigeants de cette société. Il m'appartient, sur la base de mon examen limité, d'exprimer ma conclusion sur cette situation intermédiaire.

J'ai effectué cet examen selon les normes de la profession, ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences limitées conduisant à une assurance, moins élevée que celle résultant d'un audit, que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalies significatives. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit, mais se limite à mettre en œuvre des procédures analytiques et à obtenir des Dirigeants et de toute personne compétente les informations que j'ai estimées nécessaires.

Sur la base de mon examen limité, je n'ai pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la régularité et la sincérité de la situation intermédiaire et l'image fidèle qu'elle donne du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cette période.

Fait à Paris, le 24 septembre 2020

Patrick AUBART
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris